

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA FUSILLADE MEURTRIÈRE À BRAMPTON—DEMANDE DE RÉVISION DES LOIS RELATIVES AUX ARMES À FEU

M. Ross Milne (Peel-Dufferin-Simcoe): Monsieur l'Orateur, c'est avec beaucoup de peine et de choc que je dois annoncer à la Chambre qu'il y a à peu près une heure la ville de Brampton a été la scène d'une fusillade meurtrière au cours de laquelle un professeur d'école secondaire et un étudiant ont été tués et probablement 16 autres étudiants ont été blessés par le même feu meurtrier. J'aimerais demander au solliciteur général s'il nous assurera de son concours et de toute la collaboration possible de la Gendarmerie royale du Canada avec la police locale au sujet de cette affaire et étudiera peut-être même si le gouvernement doit sérieusement revoir les lois concernant les armes à feu au Canada?

M. Horner: Était-ce une arme volée?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je viens juste d'apprendre ce terrible crime pendant la période des questions. Je crois qu'il y avait un problème ouvrier à cette école et que ce jeune garçon est entré dans la salle de classe et a tiré sur le professeur et certains des étudiants. J'entends obtenir un rapport complet sur la situation qui a mené au crime: le passé du garçon et comment il s'est procuré les armes.

* * *

[Français]

LE CODE CRIMINEL

ON SUGGÈRE LA TENUE D'UN RÉFÉRENDUM SUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question au solliciteur général.

À la lumière des statistiques qui indiquent une augmentation des meurtres dans le pays, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est prêt à laisser le peuple canadien décider s'il veut ou non le rétablissement de la peine de mort, au moyen d'un référendum?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, c'est une question dont le Parlement décidera. Le gouvernement n'entend pas tenir de référendum sur la question. Je crois que, si nous sommes sérieusement préoccupés par le problème du meurtre, nous devrions nous pencher et nous concentrer sur les causes du crime et non les peines qui n'auront absolument aucun effet.

* * *

L'AGRICULTURE

L'INSECTICIDE SEVIN—LES MESURES ENVISAGÉES POUR LA PROTECTION DE LA FAUNE

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et, en son absence, je suppose que son secrétaire parlementaire y répondra. Elle découle de plaintes que j'ai reçues de mes commettants concernant le

Questions orales

programme gouvernemental de vaporisation aérienne avec le dangereux insecticide Sevin pour tuer les spongieuses qui s'attaquent aux arbres dans le comté de Frontenac. Comme ce produit tue aussi les abeilles sauvages et domestiques et les insectes prédateurs utiles et les oiseaux qui les mangent, que fait le gouvernement pour protéger cette dernière catégorie et éviter de bouleverser ou d'endommager l'équilibre fondamental de la nature par ce dangereux insecticide?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je prends note de la question posée à l'honorable ministre, qui se fera un plaisir d'y répondre dès son retour.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LE CAS DU MINISTRE ET LES PROPOS DU MINISTRE DU TRAVAIL AU SUJET DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances qui s'est montré très directement soucieux d'enrayer l'érosion de notre compétitivité et a fréquemment déclaré que la compétitivité du Canada était sérieusement menacée par les taux d'augmentation des traitements et salaires au Canada. Étant donné que le ministre du Travail a déclaré qu'il s'agissait là d'un mythe, puis-je demander au ministre des Finances s'il a l'intention de conserver son portefeuille dans un gouvernement dont le ministre du Travail exprime une position radicalement contraire à la sienne?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'espère bien continuer à servir ce gouvernement aussi longtemps que le premier ministre me le demandera.

M. Stanfield: Une question supplémentaire. Puis-je demander au ministre des Finances comment il envisage de redonner une certaine crédibilité à sa position politique, sachant que le ministre du Travail s'est inscrit directement en faux contre cette politique?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je m'en voudrais de croire que ma crédibilité ne tient qu'à l'opinion du chef de l'opposition.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'OPPORTUNITÉ D'UNE LIMITATION DE L'ACCROISSEMENT DE LA MASSE MONÉTAIRE

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances et concerne le souci que lui cause l'inflation. Récemment, on a constaté aux États-Unis une diminution des ventes à crédit. A-t-il remarqué le même phénomène au Canada?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cette question est formulée avec beaucoup de soin, je demanderai donc au député de l'étudier avant de lui donner une réponse.